

20211129 Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/29/lutte-contre-le-trafic-migratoire-dans-la-Manche-l-union-europeenne-affiche-son-unite_6103968_3210.html

Migrants dans la Manche : après une réunion sans le Royaume-Uni, l'UE affiche son unité

Pour l'essentiel, c'est le principe d'une coopération policière et judiciaire renforcée qui a été acté afin de lutter contre les passeurs, avec notamment le déploiement d'un avion de la mission Frontex.

Par [Julia Pascual](#) et [Jean-Pierre Stroobants\(Bruxelles, bureau européen\)](#)

Publié aujourd'hui à 03h51, mis à jour à 09h40

Article réservé aux abonnés

Quatre jours après [le naufrage d'une embarcation causant la mort de vingt-sept migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre en traversant la Manche](#), une réunion européenne s'est tenue à Calais (Pas-de-Calais), dimanche 28 novembre.

Le ministre de l'intérieur français, Gérald Darmanin, ses homologues allemand, belge, néerlandais ainsi que la commissaire européenne aux affaires intérieures et les directeurs des agences européennes de police criminelle (Europol) et des frontières (Frontex) ont annoncé une série de mesures et d'intentions censées endiguer le phénomène des traversées de la Manche et de la mer du Nord. Depuis 2018, celles-ci ont explosé et ont permis, en 2021, à plus de 26 000 personnes de rejoindre le Royaume-Uni à bord d'embarcations pneumatiques de fortune.

Trois fois plus d'arrivées en *small boats* en 2021 qu'en 2020

Les chiffres présentés ci-dessus proviennent des communications du Home Office (ministère de l'intérieur) compilées par l'agence de presse britannique Press Association. Seules les arrivées prises en charge par les autorités du Royaume-Uni sont considérées ici.

Décodeurs : [Immigration vers le Royaume-Uni : les traversées de la Manche ont triplé en 2021](#)

Pour l'essentiel, c'est le principe d'une coopération policière et judiciaire renforcée qui a été acté, afin de lutter contre les passeurs. « Souvent, les achats de bateau se font en Allemagne, l'argent [est] en Belgique, les passeurs sont logés aux Pays-Bas », [a justifié Gérald Darmanin, lors d'un point presse dimanche](#). La Belgique n'a, par ailleurs, pas réagi officiellement aux propos du ministre français de l'intérieur quand il affirmait, au début du mois d'octobre, que « la moitié » de ceux qui tentaient la traversée à partir de Calais ou de Dunkerque (Nord) venait de Belgique.

Les services français estiment aussi que beaucoup de ceux qui tentent la traversée à bord de camions souvent immatriculés dans les pays de l'Est sont embarqués en Belgique. Des réseaux de passeurs kurdes irakiens seraient également présents sur le territoire belge. L'Allemagne, elle, est montrée du doigt parce que de grandes embarcations utilisées pour les passages les mieux organisés sont fabriquées en Chine mais seraient entreposées sur son

territoire, avant d'être acheminées vers les plages du Pas-de-Calais. Des réseaux y seraient aussi implantés, comme aux Pays-Bas.

Déploiement d'un avion missionné par Frontex



Lors de la réunion de responsables européens sur la crise migratoire, à Calais (Pas-de-Calais), le 28 novembre 2021. FRANCOIS LO PRESTI / AP

Les participants à la réunion de dimanche ont également dit vouloir améliorer les retours dans les pays d'origine des migrants présents sur le littoral. « *Il y a beaucoup d'Irakiens dans le Nord et on n'arrive pas à faire des retours forcés*, explique l'entourage de M. Darmanin. *Un travail avec la Commission européenne avance*. » Et de citer en exemple le succès de la diplomatie de l'UE dans la crise biélorusse, qui a permis d'obtenir la suspension des liaisons aériennes directes entre Bagdad et Minsk.

La France et ses pays voisins se sont aussi engagés à faire progresser les négociations autour du pacte européen sur les migrations et l'asile, notamment pour empêcher les mouvements dits secondaires, c'est-à-dire le fait que, nonobstant le règlement de Dublin, qui veut qu'une personne demande l'asile dans l'Etat par lequel elle est entrée en Europe, des migrants demandent l'asile dans plusieurs Etats ou transitent par des Etats sans y demander l'asile. Un vœu pieux, tant les divisions entre les Vingt-Sept sur ce sujet sont ancrées depuis des années.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Immigration : « Trente ans plus tard, la convention de Dublin est devenue le symbole du grand chaos européen de l'asile »](#)

La mesure la plus palpable dans l'immédiat est le déploiement, à partir du 1^{er} décembre, d'un avion missionné par Frontex pour survoler nuit et jour le littoral afin d'empêcher les départs de bateaux. Ce recours à Frontex à la frontière franco-britannique, devenue une frontière extérieure de l'UE depuis le Brexit, était en réalité déjà acté, mais un opérateur privé britannique avait été retenu pour remplir cette mission. Finalement, « *Frontex va nous proposer un opérateur européen* », se satisfait l'entourage de Gérald Darmanin.

Aucun moyen supplémentaire de secours en mer n'a, en revanche, été annoncé, alors que ce sont fréquemment des moyens associatifs ou des navires de commerce qui sont appelés en renfort des moyens de l'Etat auprès des embarcations en détresse dans les eaux françaises.

« Nous ne sommes pas les supplétifs des Britanniques »

Le Royaume-Uni était le grand absent de la réunion, désinvité après que son premier ministre, Boris Johnson, a rendu publique jeudi 25 novembre sur Twitter une lettre dans laquelle il demande au président français de reprendre les migrants arrivant en *small boats*.

« *Nous ne sommes pas les supplétifs des Britanniques. (...) Si les migrants viennent ici, c'est parce qu'ils sont attirés par le marché du travail [anglais] – il ne faut pas de carte d'identité pour travailler – et aussi parce qu'il n'y a plus de voies légales pour demander l'asile en Angleterre* », a défendu, dimanche, Gérald Darmanin, estimant que Londres « doit prendre ses responsabilités ».

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Entre Paris et Londres, une relation au plus bas](#)

M. Darmanin a souligné que depuis le début de l'année, la France avait enregistré de l'ordre de 105 000 demandes d'asile, quand le Royaume-Uni en a reçu environ 30 000. Selon une étude récente de l'ONG britannique Refugee Council, depuis 2020, 98 % des personnes arrivées en *small boat* outre-Manche y ont demandé l'asile – une majorité d'Iraniens, d'Irakiens, de Soudanais ou de Syriens.

A ce sujet, un haut responsable du ministère allemand de l'intérieur a jugé « *urgent* » que soit conclu « *un accord post-Dublin entre l'UE et le Royaume-Uni* », c'est-à-dire qui détermine une sorte de répartition des demandeurs d'asile. Très occupée par sa tentative de participation au règlement de la crise à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, la Commission européenne n'a pas manifesté jusqu'ici le désir de beaucoup s'impliquer dans le conflit entre les Français et les Britanniques.

« Larmes de crocodile »

La commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a participé à la réunion de dimanche et fait une brève déclaration pour souligner que la coopération, y compris avec les autorités britanniques, était nécessaire, mais surtout pour rappeler qu'un « *pacte global pour la migration* », déposé par Bruxelles, est toujours en souffrance, alors qu'il permettrait de mieux affronter de telles situations.

Si Gérald Darmanin entend « européaniser » le dossier, de même que [son homologue britannique, Priti Patel](#), qui veut consulter en urgence les Vingt-Sept, Bruxelles estime pour sa part que c'est d'abord à Londres de résoudre la question de l'afflux de migrants. Le Royaume-Uni a quitté l'UE et « *doit à présent décider comment organiser la gestion de ses frontières* », précisait, samedi, avec un brin de perfidie, Margaritis Schinas, vice-président de la Commission chargé de la promotion du mode de vie européen.

Lire aussi [Migrants dans la Manche : pour l'Europe, c'est à Londres de gérer le contrôle de ses frontières](#)

Les pays conviés à la réunion à Calais ont manifesté un intérêt poli pour un problème qu'ils considèrent visiblement comme relevant, en priorité, des relations entre Paris et Londres. Si les autorités belges ont appelé, avec la France, à l'implication de l'agence Frontex, c'est surtout parce qu'elles craignent qu'à la faveur de contrôles renforcés dans le Pas-de-Calais, davantage de migrants se rapatrient vers la côte belge avec, à la clé, une multiplication des risques : les distances pour atteindre les côtes britanniques y sont deux fois plus grandes qu'à partir du littoral français. Fin 2019, une embarcation partie de La Panne vers Douvres avait chaviré, causant la disparition de huit personnes.

« *C'est encore beaucoup de larmes de crocodile*, a réagi, dimanche, Juliette Delaplace, du Secours catholique à Calais, à l'annonce des mesures. *La militarisation de la frontière va augmenter les prises de risque et n'empêchera pas de nouveaux décès.* » La responsable associative souligne toutefois que c'est « *la première fois que Gérald Darmanin parle de voies légales de migration vers le Royaume-Uni* », mais déplore un « *report de responsabilités vers de nouvelles échéances et de nouvelles instances de décision* ».

Alors que l'identification des victimes du naufrage du 24 novembre est en cours, le profil d'une Kurde d'Irak de 24 ans a été révélé par des médias britanniques. Maryam Nuri Mohamed Amin souhaitait rejoindre son fiancé en Angleterre. Ayant échoué à obtenir un visa de Londres, elle avait entrepris un périple à travers l'Europe.

Julia Pascual et Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)